



Communiqué de presse

Le Collectif Urgence Palestine a été informé de la visite à Genève du maire de Jérusalem et de sa rencontre avec le maire de Genève prévue le 31 janvier au Palais Eynard. Cette rencontre pourrait être positive si le représentant de la ville de Genève faisait part au maire de Jérusalem de ses réserves ainsi que de celles du Conseil Administratif quant aux violations répétées des résolutions de l'ONU et de la 4ème convention de Genève par les autorités de la ville de Jérusalem.

Le maire de Genève n'est certainement pas sans savoir que la mairie de Jérusalem participe activement aux démolitions de maisons, aux expulsions et à la dépossession des habitants palestiniens de Jérusalem-Est. Il en est de même pour la construction et l'installation de colonies israéliennes dans la partie de la ville qu'Israël a annexé de manière unilatérale et qui n'est reconnue par aucun État au monde.

L'applicabilité des Conventions de Genève et le fait que Jérusalem-Est est un territoire occupé par Israël, la puissance occupante, ont encore été rappelés dans une communication officielle du CICR qui dénonçait l'arrestation par la police israélienne, dans ses locaux à Jérusalem-Est de Mohammed Totah, membre du Conseil législatif palestinien, et Khaled Abou Arafah, ancien ministre palestinien pour les affaires de Jérusalem (v. communiqué du CICR du 23 jan. 2012).

En tant que maire de Genève, ville berceau des Conventions de Genève, du siège du Haut commissariat des droits Humains et du CICR, il a la responsabilité de maintenir la crédibilité de l'engagement de la Ville de Genève en faveur des droits humains et du Droit International Humanitaire.

En conséquence, le Collectif Urgence Palestine - Genève considère qu'il est du devoir du maire de Genève de faire part publiquement de la désapprobation de la part des autorités de la Ville de Genève de la politique israélienne, y compris celle de la Mairie de Jérusalem qui violent le droit international.

Pour le Collectif Urgence Palestine - Genève

Tobias Schnebeli

Rémy Viquerat

Notes:

Communiqué du CICR:

<http://www.cicr.org/fr/resources/documents/news-release/2012/israel-palestine-news-2012-01-23.htm>

Rapport sur la politique discriminatoire d'Israël et de la municipalité de Jérusalem à Jérusalem-Est « separate and unequal » de Human Rights Watch de déc. 2010

<http://www.hrw.org/node/95059/section/11>